



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Amcor Flexibles Chalon-sur-Saône

rue Paul Sabatier - B.P. 148
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : AM/MLM/2026/L_78
Code AIOT : 0005401248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement Amcor Flexibles Chalon-sur-Saône implanté 15 Rue Paul Sabatier BP 148 71104 Chalon-sur-Saône CEDEX 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2026, une action régionale sur la thématique "produits chimiques". Elle est réalisée au cours du 1er semestre 2026.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockage des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité (FDS) conformes et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tous risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockage et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Amcor Flexibles Chalon-sur-Saône
- 15 Rue Paul Sabatier BP 148 71104 Chalon-sur-Saône CEDEX 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement AMCOR Flexibles Capsules est spécialisé dans la fabrication de capsules en aluminium destinées au bouchage ou surbouchage de bouteilles de vins et spiritueux.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Conditions de stockage	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande d'action corrective	3 jours
7	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité (FDS)		
3	Rubriques de la fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- établisse un état de l'ensemble des matières stockées sur le site comprenant les matières dangereuses et les matières non dangereuses combustibles. Ce document doit être pensé pour être facilement compréhensible par les services de secours en cas de besoin ;
- modifie les plans tenus à la disposition des services de secours afin que ces derniers puissent facilement localiser les zones d'entreposage et qu'ils aient pour chaque zone, des données sur les dangers des produits entreposés et la quantité maximale susceptible d'être présente ;
- vérifie que les fiches de données de sécurité à sa disposition sont bien les dernières versions disponibles ;
- vérifie que le triméthylpropane, composant du produit Coucher 350/2 blanc, ne nécessite pas un enregistrement REACH ou qu'il signale le manque de cette information au niveau de la FDS de ce produit à son fournisseur ;
- s'assure de la compatibilité entre l'entreposage de produits inflammables et la présence d'une extinction automatique à l'eau du local ;
- prenne des dispositions afin que les produits inflammables présents dans le magasin 1 ne puissent être en contact avec de l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 - État des matières stockées. [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités

sanitaires.

Constats :

L'exploitant a présenté un inventaire des produits stockés. Cet inventaire n'intègre pas les matières combustibles non dangereuses et certains produits localisés dans l'atelier de maintenance (pyroxil par exemple).

Constat 1-10032026 : non-conformité : l'inventaire présenté ne contient pas l'ensemble des produits dangereux et combustibles non dangereux présents sur le site.

L'inventaire est mis à jour physiquement hebdomadairement. Il se compose de 10 colonnes pour chacune des 51 semaines travaillées et plus de 320 lignes. Il comporte notamment la désignation du produit, la quantité présente, la localisation du stockage. Le document n'apporte pas l'ensemble des informations pouvant être nécessaire lors d'un accident notamment les dangers des différents produits, le conditionnement.

L'inventaire présenté peut être considéré comme un document de gestion des stocks et non comme un document opérationnel pour les services de secours.

En complément, les produits chimiques sont suivis via le logiciel Quarks-Safety accessible en ligne. Dans ce logiciel, il est retrouvé la désignation du produit, sa référence, son n° CAS , le nom du fabricant, les pictogrammes de danger, le classement ICPE des produits et les versions numériques des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés.

En cas de nécessité d'achat d'un nouveau produit, la FDS et les fiches techniques sont demandées aux fournisseurs. Il y a ensuite validation par le service HSE pour accord avant achat du produit. Il n'y a pas d'intégration du produit si celui-ci ne dispose pas de FDS ou si celle-ci n'est pas en français.

L'exploitant indique que lors d'un exercice sur site, lors de leur venue, le SDIS71 est arrivé équipé de tablettes qui ont permis d'accéder aux données contenues dans le logiciel.

Des plans de l'établissement sont disponibles. Les zones d'entreposage ne sont pas rapidement localisables. Certaines zones contenant des matières inflammables ne sont pas identifiées par le pictogramme idoine. Aucune mention des quantités maximales susceptibles d'être entreposées n'est mentionnée.

Les plans et les conditions d'accès aux données en ligne sont disponibles dans un dossier localisé à l'entrée de l'établissement.

Pour les suites de la visite d'inspection, les trois produits ci-dessous ont été choisis dans la liste des produits présents sur site :

- le coucher blanc 350/2 (produit inflammable) ;
- le vernis 71KM 2936 HV (produit inflammable) ;
- le pyroxyl (produit de nettoyage corrosif).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 1-10032026 : il convient que l'exploitant complète son inventaire afin qu'il intègre l'ensemble des produits dangereux présents sur le site et les produits non dangereux combustibles. Une copie de l'inventaire mise à jour est transmise à l'inspection des installations classées.

Afin d'établir un état des stocks des matières stockées, synthétique, l'exploitant pourra suivre les recommandations de la circulaire technique de France Chimie : référence T661 révisée en février 2022 à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Concernant les fiches de données de sécurité certaines ont plus de dix ans, il convient de vérifier que la version à disposition est la version la plus récente.

Concernant le plan tenu à la disposition des services de secours, il conviendrait de le rendre plus lisible et plus opérationnel en matérialisant les zones où sont présentes des matières dangereuses ainsi que les matières combustibles non dangereuses, par différentes couleurs, de matérialiser les dangers pouvant être rencontrés au niveau de chaque zone, de préciser les quantités maximales susceptibles d'être présentes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

"Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

[...] "

<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au point de contrôle n°1, les fiches de données de sécurité sont accessibles depuis l'établissement et depuis l'extérieur via le logiciel Quarks-Safety.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer qu'il dispose de la dernière version des fiches de sécurité des produits dangereux présents dans son établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rubriques de la fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les FDS des trois produits sélectionnés ont bien les 16 rubriques attendues. Elles sont en français.</p> <p>Les différents composants des produits sélectionnés (mélanges) disposent d'un numéro d'enregistrement REACH dans la rubrique 3.2 à l'exception du triméthylolpropane dans la FDS du produit Coucher 350/2 blanc qui dispose uniquement de numéros CAS et EC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Comme évoqué aux points de contrôle précédents, il convient que l'exploitant s'assure qu'il dispose de la dernière version des FDS des produits utilisés, notamment quand la version à disposition a plus de 4-5 ans.

L'exploitant :

- s'assurera, éventuellement auprès de son fournisseur, que l'ensemble des composants du produit Coucher 350/2 blanc devant disposer d'un enregistrement REACH sont bien enregistrés ;
- se renseignera sur l'absence de numéro d'enregistrement REACH pour le triméthylolpropane dans la FDS du produit Coucher 350/2 blanc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17

Thème(s) : Actions régionales, Etiquette

Prescription contrôlée :

Règlement CLP n° 1272/2008 :

1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants :

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ;
- b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ;
- c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ;
- d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ;
- e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ;
- f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ;
- g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ;
- h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.

2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des états membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les états membres concernés en disposent autrement.

Constats :

Les contenants (non-ouverts et entamés) des trois mélanges contrôlés sont les contenants d'origine. L'étiquetage d'origine est toujours apposé sur les contenants.

Les étiquettes observées sont en français et contiennent :

- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ;
- la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ;

- les indicateurs du produit ;
- les pictogrammes de danger ;
- les mentions de danger et les conseils de prudence.

Il est à noter une différence de dénomination entre l'étiquette (coucher blanc R1012-4 72KM456) et la FDS (COU 350/2 Blanc R1012/4 repère Jaune -2221779).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH
Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :

5.1 mesures de lutte contre l'incendie;

Constats :

Les FDS des deux produits inflammables indiquent :

5.1. Moyens d'extinction

En cas d'incendie, utiliser des moyens d'extinction spécifiquement adaptés.

Ne jamais utiliser de l'eau.

Refroidir les emballages à proximité des flammes pour éviter les risques d'éclatement des récipients sous pression.

- **Moyens d'extinction appropriés :**

En cas d'incendie, utiliser :

- eau pulvérisée ou brouillard d'eau
- eau avec additif AFFF (Agent Formant Film Flottant)
- halons
- mousse
- poudres polyvalentes ABC
- poudres BC
- dioxyde de carbone (CO₂)

Empêcher les effluents de la lutte contre le feu de pénétrer dans les égouts ou les cours d'eau.

- **Moyens d'extinction inappropriés**

En cas d'incendie, ne pas utiliser : eau, jet d'eau

Des extincteurs d'eau pulvérisée, de poudre ABC et CO₂ sont situés à proximité des stockages à

<p>l'intérieur et à l'extérieur. Ces produits sont entreposés dans des locaux protégés par une extinction automatique d'incendie à l'eau non additivée.</p> <p>La FDS du produit pyroxyl indique que <i>"tous les agents d'extinction sont utilisables. Employer des moyens d'extinction adaptés au feu environnant."</i> Des extincteurs sont situés à proximité du lieu d'entreposage du produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 2-10032026 : demande de compléments : il convient que l'exploitant se renseigne sur l'adéquation de l'entreposage des produits inflammables dans un local protégé par une extinction d'incendie automatique à l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux produits inflammables sont entreposés dans des locaux spécifiques pour les produits chimiques (magasin 1 et magasin 2). Les FDS précisent à la rubrique 7.2</p> <p>7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conserver le récipient bien fermé dans un endroit frais bien ventilé. - Conserver le récipient à l'abri de l'humidité. - Tenir à l'écart des matières combustibles. - Conserver uniquement dans le récipient d'origine. <p>• Stockage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conserver le récipient bien fermé, dans un endroit sec et bien ventilé. - Conserver à l'écart de toute source d'ignition - Ne pas fumer.

- Tenir éloigné de toute source d'ignition, de chaleur et de la lumière solaire directe.
- Éviter l'accumulation de charges électrostatiques.
- Le sol des locaux sera imperméable et formera une cuvette de rétention afin qu'en cas de déversement accidentel, le liquide ne puisse se répandre au dehors.
- Température de stockage: - 2°C à 32°C max.

- **Emballage**

- Toujours conserver dans des emballages d'un matériau identique à celui d'origine.
- Types de conditionnements recommandés : conserver dans son emballage d'origine, fermé.

Au niveau du magasin 1 il a été constaté la présence d'eau au niveau du couvercle d'un fût de Coucher blanc 350/2. L'eau a pour origine des gouttes issues du plafond.

Constat 3-10032026 : non-conformité : l'ensemble des fûts n'est pas stocké à l'abri de l'humidité.

Les autres conditions de stockage des deux produits inflammables n'appellent pas d'observation.

Le produit pyroxyl est entreposé dans le bâtiment principal au niveau de la zone maintenance. Les conditions de stockage respectent les dispositions précisées à la rubrique 7.2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 3-10032026 : dans l'attente de la réparation de la toiture, aucun fût ne doit être entreposé sous la fuite constatée au niveau de la toiture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 jours

N° 7 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 25-II dernier alinéa "Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention."

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.

Constats :

Les deux produits inflammables doivent être tenus à l'écart de l'eau.

Ils sont entreposés :

- sur une rétention commune avec d'autres produits de même nature (absence d'incompatibilité) ;
- ou sur leur propre rétention.

Constat 3-10032026 : non-conformité : en lien avec la présence d'une fuite de toiture du magasin 1, les produits présents sur la rétention principale du magasin et dans le fût situé sous l'écoulement d'eau sont susceptibles d'être mis en contact avec de l'eau.

Compte tenu que la non-conformité a le même objet qu'au point de contrôle précédent, il est proposé de ne conserver qu'une seule non-conformité.

Le pyroxil est incompatible avec les acides forts, les oxydants puissants et les métaux. Les bidons de ce produit sont entreposés sur leur propre cuvette de rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 3-10032026 : il convient :

- de vérifier la potentielle présence d'eau dans la rétention principale du magasin 1, le cas échéant, nettoyer la rétention ;
- de prendre des dispositions pour que l'eau issue de la toiture ne puisse se déverser dans la rétention ;
- de déplacer le fût situé au droit de l'écoulement d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 jours